

[ 1 CONFIDENTIAL ]

UN ARCHIVES

SERIES S-1120

BOX 23

FILE 7

ACC. 1998/0278

OUTGOING CODE CABLE

TO: KHAN, UNAMIR, KIGALI  
FROM: ANNAN, UNATIONS, NEW YORK  
DATE: 11 July 1995  
NUMBER: 2276

UNITED NATIONS  
OPERATIONS  
11 JUL 11 P 8:00

Please find attached, for your information, a letter addressed to the Secretary-General by the President of 'Action pour la Réconciliation Nationale au Rwanda' (ARNR).

Best regards.

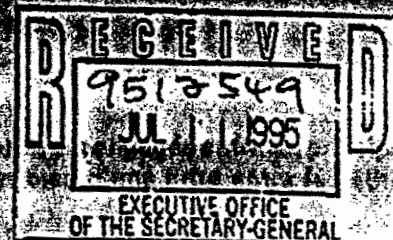
*TS has a need to ch.  
Pl. comment after  
analyzing*

*See 12.7*

*PR89*

UNITED NATIONS  
DEPARTMENT OF  
POLITICAL AFFAIRS  
NEW YORK

Secrétaire Général  
NEW YORK



UNITED NATIONS  
CENTRE  
QUARTERS  
JUL 11 A 3 29

Objet: Instauration d'une paix durable au Rwanda  
Le Secrétaire Général a l'honneur de vous adresser la présente lettre en vue de la tenue de la septième réunion entre les membres.

Excellence Monsieur le Secrétaire Général,

Cependant, force est de constater qu'aujourd'hui ces conditions ne sont pas toujours réunies. A la veille de Votre visite au Rwanda, Action pour la Réconciliation Nationale au Rwanda (ARNR) se permet de venir auprès de Votre Excellence pour Vous demander d'utiliser de Votre influence pour obtenir le retour rapide des réfugiés et le rétablissement d'une paix durable au Rwanda.

Le Secrétaire Général se souviendra que depuis le 9 Août 1994, la Communauté Rwandaise en exil n'a cessé de Vous faire parvenir les raisons à la base des massacres de près d'un million de populations civiles innocentes et de l'exil de 3.000.000 de Rwandais. A cette occasion, ladite Communauté a fait appel à Votre compréhension pour Vous demander de l'aider à obtenir un retour pacifique, digne et rapide dans son pays et Vous a indiqué les conditions exigées pour faciliter ce retour, à savoir:

- l'instauration d'un Etat de Droit au Rwanda;
- le partage du pouvoir entre les réelles composantes sociales et politiques du pays;
- la formation d'une véritable armée nationale.

Cependant, force est de constater qu'aujourd'hui ces conditions ne sont pas toujours réunies.

1. Instauration d'un Etat de Droit au Rwanda.

Les rapports des Organismes des droits de l'homme et d'aide humanitaire ainsi que d'autres témoignages font toujours état de la persistance au Rwanda d'arrestations arbitraires, des disparitions, d'exécutions sommaires et d'occupations illégitimes des biens d'autrui.

De plus, ces mêmes rapports affirment l'existence de la volonté manifeste et délibérée des autorités de Kigali de vouloir paralyser le système judiciaire en reportant indéfiniment la mise en place de la Cour Suprême, la nomination des magistrats rwandais et l'adoption des textes autorisant les étrangers à exercer dans les cours et tribunaux du Rwanda, alors que les prisons sont surpeuplées de détenus dont une grande partie est sans dossier judiciaire.

Par ailleurs, le régime en place à Kigali ne permet pas le libre exercice des libertés politiques. Au moment où le FPR organise des réunions publiques de sensibilisation de la population à son idéologie, les autres partis politiques sont réduits au silence par la violence et par les intimidations.

En conséquence, le régime en place à Kigali ne permet pas le libre exercice des libertés politiques.

De même, les autorités de Kigali ont empêché la libre expression de la population par la répression de la presse privée et par l'interdiction d'installation de nouveaux émetteurs radio indépendants, alors que les médias officiels se comportent plus comme des médias de propagande divisionniste que comme ceux voués à l'information publique et à l'éducation de la population.

Enfin, la population est terrorisée à biens d'égards par l'armée mono-ethnique "Armée Patriotique Rwandaise (APR)" qui a quitté les casernes et s'est immiscée dans les services administratif, judiciaire et législatif du pays.

## 2. Le partage du pouvoir.

Depuis longtemps, une lutte est engagée entre les principales ethnies du Rwanda: les Bahutu et les Batutsi. Il s'agit bel et bien d'une lutte entre les ethnies pour le pouvoir et non de la seule lutte entre les ethnies.

L'Accord de Paix d'Arusha consacrait un partage du pouvoir entre les différentes couches sociales et politiques de la population.

Cependant, force est de constater qu'après sa victoire militaire, le FPR s'est approprié de tout le pouvoir en prenant soin d'utiliser des hommes voués à sa cause qui appartenaient à d'autres partis avant la reprise des hostilités en avril 1994 et a ainsi entretenu un flou en disant qu'il est favorable à l'esprit de l'Accord de Paix d'Arusha.

Le discours officiel des autorités de Kigali, en s'appuyant sur les massacres à grande échelle de la population civile innocente, nie l'opportunité de l'existence de plusieurs partis politiques, prêche l'exclusion politique et de cette façon, le FPR nie le fondement même de l'Accord de Paix d'Arusha auquel il avait pourtant souscrit le 4 Août 1993.

## 3. La formation d'une véritable armée nationale.

Dans les pays du Tiers-Monde, l'armée est considérée comme un outil de conquête ou de maintien du pouvoir. De cette façon, chaque groupe social, ethnique ou politique a toujours tendance à s'assurer du contrôle de l'armée pour sa préservation sociale ou politique.

Le FPR, en refusant l'intégration des éléments des Forces Armées Rwandaises en exil dans l'Armée Nationale Rwandaise consacre le principe d'installation au Rwanda d'une armée mono-ethnique composée essentiellement des Tutsi.

La Communauté Rwandaise en exil exigeant la formation d'une véritable armée nationale composée des éléments de l'Armée Patriotique Rwandaise et de ceux des Forces Armées Rwandaises en exil veut s'assurer de sa sécurité avant son retour au Rwanda et d'une garantie de sa participation effective à la gestion du pays.

Excellence Monsieur le Secrétaire Général,

Trois millions de Rwandais viennent de passer une année à l'extérieur du pays et la situation risque de perdurer si rien n'est fait pour que les conditions posées comme préalable à leur retour soient remplies.

Il est regrettable de voir que la Communauté Internationale en général et l'ONU en particulier qui pourtant s'était fortement impliquée dans le parrainage de l'Accord de Paix d'Arusha semble se désintéresser du devenir de son contenu et soutient ainsi la seule stratégie de simple ralliement des forces politiques qui étaient en lice lors de sa négociation et de toute la population rwandaise, à la solution imposée par l'un des signataires de cet Accord, en l'occurrence le FPR, alors que cette solution ne permet pas de garantir le respect des principales idées forces dudit Accord.